

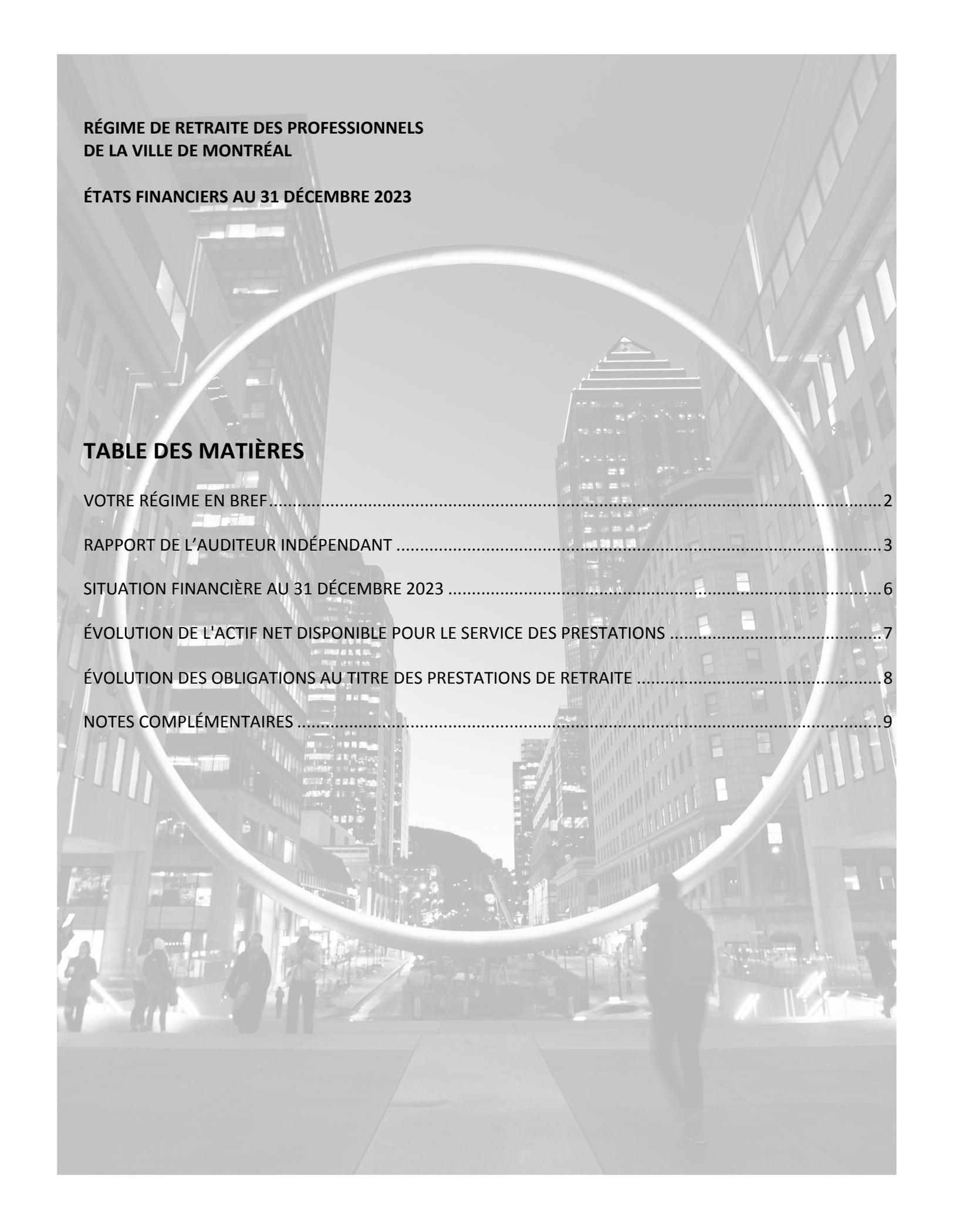


Bureau des
régimes de retraite
de Montréal

**LA COMMISSION
DU RÉGIME DE RETRAITE
DES PROFESSIONNELS
DE LA VILLE
DE MONTRÉAL**

États financiers
au 31 décembre

2023



**RÉGIME DE RETRAITE DES PROFESSIONNELLS
DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2023

TABLE DES MATIÈRES

VOTRE RÉGIME EN BREF	2
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	3
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023	6
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS	7
ÉVOLUTION DES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE	8
NOTES COMPLÉMENTAIRES	9

VOTRE RÉGIME EN BREF

POLITIQUE DE PLACEMENT DE L'ACTIF INVESTI À LA CAISSE COMMUNE

(En pourcentage)

Classes d'actif	Répartition minimale	Répartition cible	Répartition maximale
Marché monétaire	0	2	10
Obligations	23	29	35
Actions			
canadiennes	5	10	15
étrangères	28	34	40
Produits alternatifs	10	25	35 ¹
TOTAL		100	

¹ 40 % si dû à la baisse des obligations et/ou des actions.

RENDEMENTS 2023

	(En milliers \$)	(En %)
Placement de la Caisse commune	1 314 606	9,5
Obligation de la Ville de Montréal	9 298	6,0
Portefeuille total	1 323 904	9,5
IPC		3,4

Le taux de rendement net de frais du Régime de retraite des professionnels s'établit environ à 8,9 %. Ce taux est net des frais de la Caisse commune et des frais d'administration du Régime.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au président et aux membres de la Commission du régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal (ci-après « le régime de retraite »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime de retraite au 31 décembre 2023 ainsi que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du régime de retraite conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la Direction du bureau des régimes de retraite, du président et des membres de la Commission du régime de retraite à l'égard des états financiers

La Direction du bureau des régimes de retraite est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction du bureau des régimes de retraite qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime de retraite à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction du bureau des régimes de retraite, le président et les membres de la Commission du régime de retraite ont l'intention de liquider le régime de retraite ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux.

Il incombe au président et aux membres de la Commission du régime de retraite de surveiller le processus d'information financière du régime de retraite.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime de retraite;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction du bureau des régimes de retraite, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du bureau des régimes de retraite du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime de retraite à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime de retraite à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons au président et aux membres de la Commission du régime de retraite notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 21 mars 2024

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n^o A126944

RÉGIME DE RETRAITE DES PROFESSIONNELS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023

(En milliers de dollars)

	Volet 1	Volet 2	Total	Volet 1	Volet 2	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	2023	2023	2023	2022	2022	2022
ACTIF						
Placement en unités de la Caisse commune (note 3)	785 643	528 963	1 314 606	764 981	434 598	1 199 579
Obligation – Ville de Montréal (note 11)	9 298	0	9 298	9 298	0	9 298
Contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite	52	0	52	53	0	53
Cotisations à recevoir (note 5)	318	9 889	10 207	672	9 324	9 996
Transferts d'autres régimes à recevoir relatifs aux droits résiduels	0	606	606	0	262	262
Frais payés d'avance	0	0	0	18	8	26
Autres sommes à recevoir	61	34	95	135	38	173
TOTAL DE L'ACTIF	795 372	539 492	1 334 864	775 157	444 230	1 219 387
PASSIF						
Prestations, remboursements et impôts retenus à la source à payer	0	0	0	1	3	4
Charges à payer	8	4	12	4	3	7
Droits résiduels à payer (note 6)	0	7 058	7 058	0	5 848	5 848
TOTAL DU PASSIF	8	7 062	7 070	5	5 854	5 859
ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS	795 364	532 430	1 327 794	775 152	438 376	1 213 528
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (note 7c)	771 039	508 982	1 280 021	779 590	438 362	1 217 952
EXCÉDENT (DÉFICIT) (note 7c)	24 325	23 448	47 773	(4 438)	14	(4 424)
INFORMATION SUR L'EXCÉDENT (DÉFICIT) PROVISOIRE						
EXCÉDENT (DÉFICIT)	24 325	23 448	47 773	(4 438)	14	(4 424)
Réserve de restructuration	(17 321)		(17 321)	(15 901)	0	(15 901)
EXCÉDENT (DÉFICIT) PROVISOIRE	7 004	23 448	30 452	(20 339)	14	(20 325)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour la Commission du régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal



Jean-Nicolas Loïselle
Président



Nancy Coulombe, CPA
Cheffe de division de la comptabilisation
et du contrôle des caisses de retraite

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

(En milliers de dollars)

	Volet 1 \$ 2023	Volet 2 \$ 2023	Total \$ 2023	Volet 1 \$ 2022	Volet 2 \$ 2022	Total \$ 2022
AUGMENTATION DE L'ACTIF						
Cotisations – Participants						
Service courant (note 8)	0	31 630	31 630	0	28 365	28 365
Services passés	13	319	332	165	1 414	1 579
	13	31 949	31 962	165	29 779	29 944
Cotisations – Promoteur						
Service courant (note 8)	0	31 630	31 630	0	28 365	28 365
Services passés	53	122	175	295	473	768
Sommes additionnelles requises pour acquitter les droits	295	0	295	474	0	474
Équilibre (note 13)	2 447	0	2 447	4 554	0	4 554
	2 795	31 752	34 547	5 323	28 838	34 161
Cotisations - Participants et promoteur (en part égales)						
Sommes additionnelles requises pour acquitter les droits	0	1 312	1 312	0	833	833
	0	1 312	1 312	0	833	833
Caisse commune						
Quote-part des revenus nets et modification de la juste valeur du placement en unités de la Caisse commune (note 3)	66 744	41 506	108 250	(41 896)	(18 615)	(60 511)
	66 744	41 506	108 250	(41 896)	(18 615)	(60 511)
Modification de la juste valeur des contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite						
Intérêts sur obligation - Ville de Montréal	(1)	0	(1)	1	0	1
Intérêts sur obligation - Ville de Montréal	558	0	558	558	0	558
Transferts provenant d'autres régimes	1 295	2 444	3 739	3 517	3 694	7 211
Intérêts sur arriérés de cotisations et autres	24	339	363	16	192	208
Transferts provenant des régimes d'origine	0	0	0	1	0	1
AUGMENTATION (DIMINUTION) TOTALE DE L'ACTIF	71 428	109 302	180 730	(32 315)	44 721	12 406
DIMINUTION DE L'ACTIF						
Prestations de retraite versées	48 512	5 980	54 492	48 116	5 308	53 424
Cessions de droits entre conjoints	130	117	247	46	7	53
Transferts à d'autres régimes	1 829	4 938	6 767	2 167	2 642	4 809
Remboursements	571	3 802	4 373	1 095	3 034	4 129
Intérêts sur les droits résiduels	0	281	281	0	151	151
Frais d'administration (note 10)	174	130	304	244	157	401
DIMINUTION TOTALE DE L'ACTIF	51 216	15 248	66 464	51 668	11 299	62 967
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET	20 212	94 054	114 266	(83 983)	33 422	(50 561)
ACTIF NET DISPONIBLE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	775 152	438 376	1 213 528	859 135	404 954	1 264 089
ACTIF NET DISPONIBLE À LA FIN DE L'EXERCICE	795 364	532 430	1 327 794	775 152	438 376	1 213 528

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉVOLUTION DES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

(En milliers de dollars)

	Volet 1 \$ 2023	Volet 2 \$ 2023	Total \$ 2023	Volet 1 \$ 2022	Volet 2 \$ 2022	Total \$ 2022
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE						
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	779 590	438 362	1 217 952	753 007	351 373	1 104 380
Ajustement de la provision au début de l'exercice						
• Modification aux hypothèses actuarielles	0	0	0	30 515	21 067	51 582
• Pertes (gains) actuarielles	0	0	0	645	(2 892)	(2 247)
• Modification de la juste valeur des contrats d'assurance	0	0	0	2	0	2
• Utilisation de la réserve de restructuration pour financer l'indexation ponctuelle	0	0	0	1 343	0	1 343
Prestations constituées	66	57 883	57 949	459	54 662	55 121
Prestations versées ⁽¹⁾	(49 217)	(9 899)	(59 116)	(49 249)	(8 332)	(57 581)
Transferts	(534)	(2 494)	(3 028)	1 350	1 052	2 402
Intérêts cumulés sur les prestations	41 134	25 130	66 264	41 518	21 432	62 950
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE						
À LA FIN DE L'EXERCICE	771 039	508 982	1 280 021	779 590	438 362	1 217 952

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers et la note 7 fournit d'autres informations sur les obligations au titre des prestations de retraite.

⁽¹⁾ Ce montant diffère du montant présenté à l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations étant donné qu'il tient compte des prestations de rentes assurées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2023

1. DESCRIPTION SOMMAIRE DU RÉGIME DE RETRAITE

La description du *Régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal* (le « Régime ») fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé des principaux points. Pour une information complète, on se référera au texte du Règlement 15-086 adopté par le Conseil de la Ville de Montréal le 23 novembre 2015 et enregistré auprès de *Retraite Québec*. Par ailleurs, ce règlement fera l'objet de modifications afin de tenir compte des ententes intervenues entre les parties, du jugement de février 2020 de la *Cour supérieure* concernant la sentence arbitrale de janvier 2017 dans le cadre de la restructuration du Régime découlant de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, RLRQ c S-2.1.1 (« *Loi RRSM* »), de l'entente subséquente approuvée sur les transferts interrégimes en 2018.

La *Commission du Régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal* (la « *Commission* ») a octroyé un mandat administratif à la Ville de Montréal en déléguant la préparation des états financiers à la *Direction du bureau des régimes de retraite* (le « *délégué* »).

a) Généralités

La Ville de Montréal offre à ses professionnels un régime de retraite contributif à prestations déterminées.

Le Régime est enregistré conformément à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, RLRQ chapitre R-15.1 (« *Loi RCR* ») auprès de *Retraite Québec* sous le numéro 28739 et auprès de l'*Agence du revenu du Canada* sous le numéro 960658.

b) Politique de capitalisation

La *Loi RRSM* a modifié le Régime, rétroactivement au 1^{er} janvier 2014, en le scindant, entre autres, en deux volets:

- Le service pré-2014 (volet 1);
- Le service post-2013 (volet 2).

En ce qui concerne le volet 1, le promoteur, la Ville de Montréal, doit financer le Régime de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions du règlement du Régime. Quant aux participants, ils ne contribuent plus à ce volet depuis le 1^{er} janvier 2014. Cependant pour les déficits techniques, les cotisations requises sont acquittées à 50 % par un transfert de la réserve, jusqu'à concurrence du montant de la réserve et l'excédent des cotisations d'équilibre est acquitté par le promoteur.

En ce qui a trait au volet 2, la cotisation totale est partagée également entre les participants actifs et le promoteur. L'objectif est de minimiser les fluctuations des cotisations possibles et d'assurer la pérennité et la viabilité du Régime.

La valeur des obligations au titre des prestations de retraite des deux volets doit être établie au moyen d'une évaluation actuarielle. Cette dernière est minimalement effectuée sur une base triennale.

c) Prestations de retraite

Les prestations de retraite sont calculées à partir du nombre d'années de participation, multiplié par un pourcentage de la moyenne du traitement pour les trois années consécutives de service les mieux rémunérées. L'âge normal de la retraite est fixé à 65 ans.

Ces prestations sont réduites à compter de 65 ans d'âge afin de tenir compte de la fin du versement de la prestation de raccordement, laquelle vise à offrir un supplément temporaire jusqu'au versement des rentes provenant des régimes publics.

Un régime de prestations surcomplémentaires de retraite pour les professionnels de la Ville de Montréal est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992 afin de compenser certaines limitations introduites à cette date par la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Ce régime ne vise que les années de services accumulées avant le 1^{er} janvier 2011. Les sommes requises à la capitalisation de ce régime ne sont pas incluses dans ces états financiers. Ce régime surcomplémentaire fait l'objet d'états financiers distincts.

d) Prestations aux survivants et remboursement en cas de décès

Des prestations sont payables au conjoint admissible, ou à défaut aux ayants cause, lors du décès avant la retraite d'un participant.

Lors du décès après la retraite, une rente réversible est payable au conjoint admissible. À défaut de conjoint, le solde des versements garantis est payable aux ayants cause, le cas échéant. Les prestations versées tiennent compte de l'application des prestations minimales prévues à la *Loi RCR* et définies au règlement.

e) Impôt

Le Régime est une fiducie de pension enregistrée au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et il est exempté d'impôt.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les états financiers sont dressés selon la partie IV du Manuel de CPA Canada-Comptabilité – *Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite* et selon la partie II du Manuel de CPA Canada-Comptabilité – *Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé* pour les éléments non couverts par la partie IV. Les états financiers sont basés sur l'hypothèse de la continuité des activités du régime. Ils présentent la situation financière globale du Régime considéré comme une entité distincte, indépendante de son promoteur et de ses participants. Ils ont été préparés notamment dans le but d'aider les participants et autres personnes qui souhaitent prendre connaissance des activités du Régime.

b) Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la Division de la comptabilisation et du contrôle des caisses de retraite doit établir des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la Division de la comptabilisation et du contrôle des caisses de retraite possède des événements en cours et sur les mesures que cette dernière pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

c) Placements

Le placement en unités de la Caisse commune représente la participation du Régime présentée à la juste valeur. Celle-ci est déterminée en fonction de la juste valeur des placements sous-jacents de la Caisse commune. Les méthodes d'évaluation des justes valeurs des placements de la Caisse commune sont présentées aux états financiers de cette dernière.

Le placement en unités varie selon les apports (ou retraits) à la Caisse commune de même que selon les revenus nets de placement et la modification de la juste valeur du placement, incluant les gains et pertes réalisés et non réalisés, qui sont attribués au Régime au cours de l'exercice. L'attribution des nouvelles unités s'effectue la première journée de chaque mois au prorata des unités déjà détenues par le Régime à la fin du mois précédent.

De plus, le Régime détient un placement en obligation de la Ville de Montréal présenté à la juste valeur. La juste valeur est déterminée en fonction des cours de clôture réduits d'un facteur tenant compte du caractère non liquide du placement étant donné que l'obligation n'est pas négociable. Les revenus qui découlent des opérations de placement sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

d) Contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite

Les contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite sont présentés à la juste valeur. Une société d'actuaire indépendante a évalué la juste valeur de ces contrats d'assurance en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus et en s'appuyant sur des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient. Les principales hypothèses posées incluent celles retenues pour déterminer le taux d'actualisation et les flux monétaires constitués des prestations prévues (incluant le taux de mortalité), qui sont utilisés pour évaluer les obligations au titre des prestations de retraite. Cette valeur a été projetée par extrapolation au 31 décembre 2023.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite correspondent à la valeur actuarielle des prestations constituées, qui a été déterminée au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de participation avec une projection des salaires jusqu'à l'âge de la retraite et à partir des hypothèses les plus probables déterminées par les administrateurs du Régime. L'évaluation actuarielle utilisée aux fins de la préparation des états financiers a été effectuée sur base de capitalisation par une société d'actuaire indépendants. Ces valeurs ont été projetées par extrapolation au 31 décembre 2023.

f) Cessions de droits entre conjoints

La valeur des droits cédés dans le cadre d'un partage du patrimoine familial est comptabilisée au moment où le partage est exécuté.

g) Cotisations

Les cotisations des participants et du promoteur sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

h) Prestations

Les prestations de retraite versées à des participants ou autres sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire à la date où elles sont payables.

i) Transferts

De façon générale, les montants reçus et transférés en vertu d'ententes de transfert sont comptabilisés lorsque les demandes de transfert sont signées par les participants et que les montants sont établis par les actuaire des parties concernées.

j) Remboursements

De façon générale, les montants à rembourser par suite de départs ou de décès de participants sont comptabilisés lorsque les demandes de remboursement sont déposées par les participants. Les montants à rembourser sont établis selon les dispositions du règlement du Régime.

3. PLACEMENT EN UNITÉS DE LA CAISSE COMMUNE

Le placement en unités de la Caisse commune et les principales composantes de son évolution s'établissent comme suit :

<i>Au 31 décembre 2023</i>	Volet 1		Volet 2		Total	
	Nombre	En milliers	Nombre	En milliers	Nombre	En milliers
		de dollars		de dollars		de dollars
		\$		\$		\$
Solde au début de l'exercice	711 278	764 981	404 089	434 598	1 115 367	1 199 579
Quote-part des revenus nets	22 577	24 282	13 986	15 042	36 563	39 324
Modification de la juste valeur du placement en unités de la Caisse commune	39 481	42 462	24 606	26 464	64 087	68 926
	62 058	66 744	38 592	41 506	100 650	108 250
Apports (retraits) nets	(42 847)	(46 082)	49 148	52 859	6 301	6 777
Solde à la fin de l'exercice	730 489	785 643	491 829	528 963	1 222 318	1 314 606

La valeur de chaque unité est de 1 075,50 \$ conformément aux états financiers de la Caisse commune.

Au 31 décembre 2022	Volet 1		Volet 2		Total	
	Nombre	En milliers	Nombre	En milliers	Nombre	En milliers
		de dollars		de dollars		de dollars
		\$		\$		\$
Solde au début de l'exercice	789 305	848 899	371 774	399 844	1 161 079	1 248 743
Quote-part des revenus nets	20 328	21 863	10 356	11 138	30 684	33 001
Modification de la juste valeur du placement en unités de la Caisse commune	(59 283)	(63 759)	(27 664)	(29 753)	(86 947)	(93 512)
	(38 955)	(41 896)	(17 308)	(18 615)	(56 263)	(60 511)
Apports (retraits) nets	(39 072)	(42 022)	49 623	53 369	10 551	11 347
Solde à la fin de l'exercice	711 278	764 981	404 089	434 598	1 115 367	1 199 579

La valeur de chaque unité est de 1 075,50 \$ conformément aux états financiers de la Caisse commune.

4. INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS, LES JUSTES VALEURS ET LES RISQUES FINANCIERS

Les instruments financiers, les justes valeurs ainsi que les risques financiers afférents aux instruments financiers de la Caisse commune sont présentés aux états financiers de cette dernière.

Les principaux risques financiers auxquels est exposé le Régime sont détaillés ci-après :

Risque de marché

- Autre risque de prix

Le placement en unités de la Caisse commune est sujet aux autres risques de prix qui varient en fonction des risques indirects présentés aux états financiers de la Caisse commune.

- Risque de change et de taux d'intérêt

Le Régime est sujet indirectement au risque de change et de taux d'intérêt de par sa détention d'unités dans la Caisse commune.

Le Régime est sujet au risque de taux d'intérêt du fait que l'obligation de la Ville de Montréal porte intérêt à taux fixe et qu'elle expose donc le Régime au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Régime ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements financiers. Le risque de liquidité est inhérent aux activités du Régime et peut être influencé par diverses situations propres à un marché ou qui touchent l'ensemble des marchés, notamment, les événements liés au crédit ou une fluctuation importante des marchés. Les obligations au titre des prestations de retraite représentent le principal engagement financier du Régime.

Risque de crédit

Le Régime est exposé directement au risque de crédit si une contrepartie est en situation de défaut ou devient insolvable. Ce risque est relatif aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. Le Régime a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont l'obligation de la Ville de Montréal, les contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite, les cotisations à recevoir des participants et du promoteur, les transferts d'autres régimes à recevoir relatifs aux droits résiduels, les transferts interrégimes nets et les autres sommes à recevoir étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour le Régime.

Le Régime est aussi sujet indirectement au risque de crédit de par sa détention d'unités dans la Caisse commune. Le Régime a prévu des critères en matière de placement conçus de manière à diversifier le risque de crédit de ses actifs détenus par la Caisse commune.

Hiérarchie relativement à l'évaluation de la juste valeur selon les trois niveaux suivants :

Les deux tableaux suivants présentent les placements selon une hiérarchie basée sur l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur du placement en unités de la Caisse commune, de l'obligation de la Ville de Montréal et des contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite. Cette hiérarchie est constituée de trois niveaux établis selon les critères suivants :

- Niveau 1 :** Les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 :** Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 :** Les données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

La répartition des actifs du Régime au 31 décembre 2023 s'établit comme suit :

(En milliers de dollars)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Placement en unités de la Caisse commune	0	1 314 606	0	1 314 606
Obligation - Ville de Montréal	0	9 298	0	9 298
Contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite	0	0	52	52
	0	1 323 904	52	1 323 956

Cette même répartition s'établissait de la manière suivante au 31 décembre 2022 :

(En milliers de dollars)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Placement en unités de la Caisse commune	0	1 199 579	0	1 199 579
Obligation - Ville de Montréal	0	9 298	0	9 298
Contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite	0	0	53	53
	0	1 208 877	53	1 208 930

Actifs classés dans le niveau 3

Contrats d'assurance liés aux obligations au titre des prestations de retraite.

Rapprochement de l'évaluation de juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant montre le rapprochement des instruments financiers classés dans le niveau 3 entre le début et la fin de l'exercice :

(En milliers de dollars)

	2023	2022
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	53	52
Plus-value (moins-value) non réalisée	(1)	1
Solde à la fin de l'exercice	52	53

Autres instruments financiers

La juste valeur des cotisations à recevoir, des transferts d'autres régimes à recevoir relatifs aux droits résiduels, des autres sommes à recevoir, des charges à payer et des droits résiduels à payer se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

5. COTISATIONS À RECEVOIR

La ventilation des cotisations à recevoir au 31 décembre s'établit comme suit :

(En milliers de dollars)

	Volet 1	Volet 2	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
	2023	2023	2023	2022
Participants				
Service courant	0	1 288	1 288	1 097
Services passés	310	1 101	1 411	1 655
	310	2 389	2 699	2 752
Promoteur				
Service courant	0	1 288	1 288	1 097
Services passés	0	9	9	109
Sommes additionnelles requises pour acquitter les droits	8	0	8	215
	8	1 297	1 305	1 421
Participants et promoteur (en part égales)				
Sommes additionnelles requises pour acquitter les droits	0	6 203	6 203	5 823
	0	6 203	6 203	5 823
Total	318	9 889	10 207	9 996

6. DROITS RÉSIDUELS À PAYER

Selon l'article 143 de la *Loi RCR*, les droits doivent être acquittés en proportion du degré de solvabilité. Par contre, selon l'article 146 de cette même loi, les droits non acquittés dans le Régime, soit les droits résiduels, doivent être payés au participant dans la mesure où le Régime prévoit un acquittement de ces droits selon une proportion supérieure au degré de solvabilité ou lorsque le participant n'a pas la possibilité que ses droits soient maintenus dans le Régime. Les droits résiduels doivent être capitalisés et payés dans les cinq ans de l'acquittement initial ou au plus tard à l'âge normal de la retraite si cette date survient avant. Les montants à payer sont liés principalement aux remboursements ainsi qu'aux transferts à d'autres régimes.

Selon les dispositions du Régime, les droits doivent être acquittés en totalité sans égard au degré de solvabilité.

De même, l'acquittement des transferts interrégimes s'effectue également en totalité.

7. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations de retraite a été établie à partir de l'évaluation actuarielle aux fins de capitalisation. L'évaluation actuarielle la plus récente aux fins de capitalisation et de solvabilité a été réalisée au 31 décembre 2021 par la société d'actuaire *TELUS Santé* anciennement *Solutions Mieux-être LifeWorks* (la « Société d'actuaire »).

Normalement, l'évaluation actuarielle du Régime est minimalement effectuée sur une base triennale. La prochaine évaluation sera requise au plus tard le 31 décembre 2024.

a) Hypothèses utilisées

Les hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite tiennent compte des prévisions concernant la situation du marché à long terme. Les hypothèses actuarielles les plus importantes utilisées pour l'évaluation actuarielle la plus récente sont les suivantes :

	2023	2022
Taux d'actualisation		
Pour le service antérieur au 1 ^{er} janvier 2014	5,45%	5,45 %
Pour le service postérieur au 31 décembre 2013	5,45%	5,45 %
Taux d'augmentation salariale ⁽¹⁾	2,00%	2,75 %
Taux d'inflation ⁽²⁾	3,00%	2,00 %

⁽¹⁾ L'hypothèse de 2,75 % s'applique à compter du 1er janvier 2025. L'hypothèse pour 2024 est de 3,00 %.

⁽²⁾ L'hypothèse de 2,00 % s'applique à compter du 1er janvier 2025. L'hypothèse pour 2024 est de 2,50 %.

b) Obligations au titre des prestations de retraite – évaluation au 31 décembre 2021

Lors de la production de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021, la Société d'actuaire a déterminé les obligations au titre des prestations de retraite comme étant :

(En milliers de dollars)	Volet 1	Volet 2	Total
	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations de retraite au 31 décembre 2021	785 458	369 548	1 155 006

Ces valeurs considèrent l'ensemble des participants au Régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal en incluant les participants actifs et non-actifs.

c) Projection des obligations au titre des prestations de retraite

Au 31 décembre, la valeur actualisée par extrapolation des obligations au titre des prestations de retraite, incluant la valeur des contrats d'assurance, ainsi que la valeur actualisée des versements spéciaux se détaillent comme suit :

(En milliers de dollars)	Volet 1 ⁽¹⁾	Volet 2 ⁽²⁾	Total	Volet 1 ⁽¹⁾	Volet 2 ⁽²⁾	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	2023	2023	2023	2022	2022	2022
ACTIF NET DISPONIBLE À LA FIN DE L'EXERCICE	795 364	532 430	1 327 794	775 152	438 376	1 213 528
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations de retraite	771 039	508 982	1 280 021	779 590	438 362	1 217 952
EXCÉDENT (DÉFICIT)	24 325	23 448	47 773	(4 438)	14	(4 424)
Valeur actualisée de l'ensemble des versements spéciaux	2 277	0	2 277	4 565	0	4 565
EXCÉDENT ACTUARIEL FUTUR ESTIMÉ	26 602	23 448	50 050	127	14	141

⁽¹⁾ Pour le volet 1, la valeur actualisée de l'ensemble des versements spéciaux est déterminée selon la cédule priorisée par la Loi RRSM jusqu'en juillet 2023 et par la cédule en l'absence de ces exigences par la suite et exclut les cotisations d'équilibre acquittées par la réserve. L'excédent ne tient pas compte de la réserve de restructuration.

⁽²⁾ Pour le volet 2, la valeur actualisée des versements spéciaux exclut les cotisations payables par le fonds de stabilisation.

d) Évaluation actuarielle aux fins de capitalisation et de solvabilité

L'évaluation actuarielle aux fins de capitalisation permet de déterminer le degré de provisionnement des prestations promises aux participants selon l'approche de continuité. Cette dernière présume de la continuité du Régime en supposant que ce dernier se poursuive indéfiniment.

L'évaluation actuarielle aux fins de solvabilité permet de déterminer le degré de provisionnement des prestations promises aux participants selon l'approche de liquidation hypothétique. Cette dernière présume de la terminaison du Régime.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 indiquait les degrés de capitalisation et de solvabilité suivants :

	Volet 1	Volet 2	Total
	%	%	%
Degré de capitalisation ⁽¹⁾	107,2	109,8	108,1
Degré de solvabilité	85,6	89,1	86,7

⁽¹⁾ Il s'agit du degré de capitalisation de l'actif total, ce dernier inclut la réserve pour le volet 1 et le fonds de stabilisation pour le volet 2.

La certification actuarielle la plus récente indiquait en date du 31 décembre 2022, les degrés de solvabilité suivants :

	Volet 1	Volet 2	Total
	%	%	%
Degré de solvabilité ⁽¹⁾	97,3	105,9	100,3

⁽¹⁾ Le degré de solvabilité au 31 décembre 2022 est basé sur l'extrapolation de la provision actuarielle de solvabilité de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021. Il s'agit d'un taux estimé.

8. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Conformément à la sentence arbitrale et aux ententes intervenues entre les parties, les participants actifs et le promoteur assument en parts égales les éléments suivants pour le service post 2013:

- Cotisation d'exercice;
- Cotisation au fonds de stabilisation;
- Cotisation pour droits résiduels;
- Cotisation liée aux déficits.

Les cotisations des participants et du promoteur s'établissent comme suit au 31 décembre :

(En pourcentage des gains admissibles)

	2023-2025 ⁽¹⁾		2020-2022 ⁽²⁾	
	Avant MGA	Après MGA	Avant MGA	Après MGA
Participants et promoteur				
Compte général	8,20	10,70	7,75	10,25
Fonds de stabilisation	0,91	0,91	0,88	0,88
Droits résiduels	0,19	0,19	0,02	0,02
	9,30	11,80	8,65	11,15

⁽¹⁾ En fonction de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021.

⁽²⁾ En fonction de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2018.

9. FONDS DE STABILISATION

Conformément à la *Loi RRSM*, le fonds de stabilisation constitue une provision ayant pour but de mettre le volet 2 du Régime à l'abri d'écarts défavorables susceptibles de l'affecter. Il est alimenté, entre autres, par une cotisation de stabilisation égale à 10 % du coût des prestations, partagée en parts égales entre les participants actifs et le promoteur. Le solde du fonds de stabilisation et les cotisations au fonds de stabilisation servent au paiement des cotisations d'équilibre. De plus, il peut être utilisé tel que décrit à la note 12 « *Utilisation des excédents actuariels* ».

L'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations présente les résultats combinés du compte général et du fonds de stabilisation. Le tableau suivant détaille l'évolution du fonds de stabilisation :

<i>(En milliers de dollars)</i>	\$ 2023	\$ 2022
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	42 359	19 823
AJUSTEMENTS AU DÉBUT DE L'EXERCICE		
• Ajustement des intérêts cumulés	0	88
• Transfert des gains actuariels du compte général au fonds de stabilisation	0	20 161
	0	20 249
AUGMENTATION DU FONDS DE STABILISATION		
Cotisations des participants		
• Service courant	2 909	2 643
Cotisations du promoteur		
• Service courant	2 909	2 643
	5 818	5 286
DIMINUTION DU FONDS DE STABILISATION		
Acquittement de la cotisation d'équilibre du volet 2	(588)	(1 098)
	(588)	(1 098)
Intérêts cumulés ⁽¹⁾	4 003	(1 901)
AUGMENTATION DU FONDS DE STABILISATION	9 233	22 536
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE ⁽²⁾	51 592	42 359

⁽¹⁾ Les intérêts sont cumulés au taux de rendement du volet 2.

⁽²⁾ L'accumulation du fonds de stabilisation est ajustée lors du dépôt des évaluations actuarielles pour tenir compte des gains actuariels, le cas échéant.

10. FRAIS D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre, les frais d'administration assumés par le Régime se détaillent comme suit :

<i>(En milliers de dollars)</i>	Volet 1 \$ 2023	Volet 2 \$ 2023	Total \$ 2023	Total \$ 2022
Honoraires des actuaires	67	73	140	237
Retraite Québec	44	25	69	63
Formation	17	10	27	25
Autres	46	22	68	76
	174	130	304	401

11. OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LE PROMOTEUR

Le Régime détient une obligation de la Ville de Montréal de 9 298 000 \$. Cette obligation est non négociable, non cessible et non transférable. Elle échoit le 1^{er} juillet 2043 et porte un taux d'intérêt progressif. Le taux annuel d'intérêt est de 6 % du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2043.

De plus, la Ville effectue la gestion des opérations du Régime. Les dépenses d'administration assumées par la Ville de Montréal pour le Régime sont principalement la rémunération des employés, les coûts rattachés à l'utilisation des locaux et les honoraires professionnels (actuaires et auditeurs) pour un montant total de 1 180 000 \$ en 2023 (1 093 000 \$ en 2022).

12. UTILISATION DES EXCÉDENTS ACTUARIELS

Les excédents éventuels en lien au service postérieur au 31 décembre 2013 et ceux à l'égard du service qui prend fin à cette date devront être utilisés distinctement.

En février 2020, la Cour supérieure a rendu un jugement maintenant la sentence arbitrale du 5 janvier 2017, à l'exception de sa détermination sur l'utilisation des excédents d'actifs, en précisant que cette utilisation doit s'exercer conformément à la Loi RRSM.

13. COTISATIONS D'ÉQUILIBRE

Différents déficits apparaissent à l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2021.

Volet 1 (service pré-2014)

Conformément à la Loi RCR et selon l'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2021, le promoteur acquitte 50 % des déficits techniques ⁽¹⁾, le déficit de restructuration est quant à lui acquitté en totalité par ce dernier. Les périodes d'amortissement sont détaillées au tableau suivant :

(En milliers de dollars)

	Période d'amortissement		Solde du déficit au Montant 31/12/2021 en date de la annuel dernière évaluation	
	du :	au:	\$	\$
Déficit technique ⁽¹⁾	31/12/2007	31/12/2022	11	11
Déficit technique ⁽¹⁾	31/12/2021	31/12/2036	486	5 011
Total - Volet 1 (Sans considérer les exigences de la Loi RRSM) ⁽²⁾			497	5 022
Selon les exigences de la Loi RRSM				
Déficit de restructuration ⁽²⁾	31/12/2013	30/06/2023	4 554	6 552
Déficit de restructuration ⁽²⁾	01/07/2023	31/07/2023	69	63
			4 623	6 615

⁽¹⁾ La moitié (50 %) des cotisations d'équilibre pour déficits actuariels techniques du volet 1 sont acquittées par un transfert de la réserve au compte général jusqu'à concurrence du montant de la réserve. Pour l'année 2023, ce montant s'élève à 243 000 \$

⁽²⁾ Les cotisations d'équilibre payables par l'employeur doivent respecter les exigences du Règlement et celles de la Loi RRSM. Celles-ci doivent donc correspondre aux mensualités les plus élevées exigibles selon la Loi RRSM et les mensualités exigibles en l'absence de ces exigences. Le montant des cotisations d'équilibre requise s'élève donc à 2 447 250 \$ pour l'année 2023, soit une cotisation de 2 346 000 selon les exigences de la loi RRSM (incluant un montant de 69 000 \$ pour le mois de juillet 2023) et une cotisation de 101 250 \$ sans considérer les exigences de la loi RRSM.

Volet 2 (service post-2013)

Le solde du fonds de stabilisation et les cotisations au fonds de stabilisation servent à financer le déficit selon la période d'amortissement détaillée au tableau suivant :

(En milliers de dollars)

	Période d'amortissement		Montant Solde du déficit au 31/12/2021 en date annuel de la dernière évaluation	
	du :	au:	\$	\$
Déficit technique	31/12/2019	31/12/2022	1 098	1 067
Déficit technique	31/12/2022	31/12/2028	588	2 859
Total - Volet 2				3 926

Conformément à la sentence arbitrale, la période d'amortissement est de 6 ans.

14. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

Le Régime définit son capital comme étant l'excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations par rapport aux obligations au titre des prestations de retraite.

Les objectifs du Régime en matière de gestion du capital sont, entre autres, d'investir selon la politique de placements en vigueur, et ce, tout en maintenant des niveaux suffisants de liquidités afin d'acquitter ses obligations courantes. De plus, le Régime a pour objectif de garantir la capitalisation intégrale des prestations à long terme.

Le Régime est soumis à certaines règles établies par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec)* qui exigent que le Régime dépose au moins une fois tous les trois ans un rapport d'évaluation actuarielle de capitalisation et de solvabilité. De plus, le Régime se conforme aux diverses exigences de la *Loi RRSM*. La note 7 fournit des informations additionnelles relativement à l'évaluation actuarielle et sur la situation du Régime, quant à la note 8, elle fournit les informations concernant la politique de capitalisation.

15. ÉVENTUALITÉS

Le 9 juillet 2020, la *Cour supérieure* a rendu un jugement relatif aux demandes de déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité concernant la *Loi RRSM*. Dans sa décision le juge déclare inconstitutionnelle les dispositions de la *Loi RRSM* visant la suspension de l'indexation de la rente des retraités, au sens de la *Loi RRSM*. Il rejette toutefois les autres dispositions relatives aux participants actifs, au sens de la *Loi RRSM*. Aucun montant n'a été constaté à cet effet aux états financiers puisque le jugement ne portait pas sur les mesures réparatrices. Le 10 mai 2023, la *Cour d'appel* a maintenu les conclusions de ce jugement. En date du 9 août 2023, certaines parties impliquées ont déposé une demande d'autorisation d'appel à la *Cour Suprême*. Le jugement pourrait donc être revu ou annulé par les tribunaux. De plus, dans l'attente de la décision de la *Cour Suprême*, le jugement maintient valides et opérants les articles sur la suspension de l'indexation des retraités. À la date de publication des états financiers, la *Cour Suprême* n'a toujours pas accepté la demande des parties.

En février 2020, la *Cour supérieure* a rendu un jugement maintenant la sentence arbitrale du 5 janvier 2017, à l'exception de sa détermination sur l'utilisation des excédents d'actifs, en précisant que cette utilisation doit s'exercer conformément à la *Loi RRSM*.

16. ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 7 février 2024, le gouvernement du Québec a publié la refonte du Règlement concernant le financement des régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire qui entre en vigueur le 22 février 2024. Cette refonte vise plusieurs règles relatives au financement et à l'administration des régimes de retraite à prestations déterminées des secteurs municipal et universitaire. Ces changements pourraient avoir un impact sur le financement et l'administration du régime. Ils ne sont pas reflétés dans l'évaluation actuarielle du régime au 31 décembre 2021.

LA COMMISSION

PRÉSIDENT :

Monsieur Jean-Nicolas Loïselle

SECRÉTAIRE :

Madame Andrée Bellefeuille

MEMBRES :

Mesdames

Marie Bourque
Marie-Pierre Busseau
Anne Dorais
Caroline Gamache
Gisèle Jolin
Francine Laverdière
Alice Nantel

Messieurs

Richard Audet
David Bélanger
Pierre Dubé
Alain Grégoire
Jean-Nicolas Loïselle
Louis Monette
Gabriel Morin
Louis Rachiele
Yvan Rheault
Olivier Roberge
Yves Tardivel

AUDITEUR INDÉPENDANT :

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés

Montréal 